

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Todor Jivkov, Président du Conseil d'Etat de Bulgarie, à l'issue du voyage officiel en Bulgarie, sur les relations franco-bulgares, le désarmement, l'ouverture vers les pays de l'Est et les droits de l'homme, Sofia, le jeudi 19 janvier 1989.

Mesdames et messieurs,

- Cette réunion en fin de voyage en Bulgarie me permet de vous rencontrer et de répondre à vos questions. Puisque vous êtes ici, c'est que vous avez suivi de près ce voyage sous ses différents aspects. Vous avez donc pu vous informer des questions traitées et des différents aspects de ce voyage.

- J'ai été accueilli, et ceux qui m'accompagnaient, dans les meilleures conditions, avec un véritable sens de l'hospitalité et j'ai pu constater un éveil très réel des Bulgares vers tout ce qui touche la France.

- Bien, entendu, j'y ai été très sensible. J'ai pu apprendre qu'environ la moitié des élèves apprenait le Français dans les écoles. Rares sont les pays dans le monde qui atteignent une telle proportion et cela est dû pour une large part aux soins qu'ont mis les autorités bulgares à préserver ce lien vivant entre nos deux pays et nos deux formes de culture.

- Ce voyage a été très complet. Nous n'avons pas perdu beaucoup de temps au cours de ces journées et nous rentrons en France la tête et le regard pleins d'images, d'idées, de débats et de projets. J'en remercie le Président Jivkov ainsi que les autorités bulgares d'autant plus que j'ai pu rencontrer aussi toutes les formes d'opinions dans ce pays. Ceux qui approuvent, ceux qui n'approuvent pas. Et les étudiants ont à Sofia la même vivacité, que l'on trouve à Paris pour apprécier la politique et tout le reste. Voilà une expérience dont je suis heureux. Cette étape en Bulgarie a été très profitable pour les Français dans leur approche de ce pays, des accords de caractère industriel ou commercial ont été signés ou bien paraphés dans différents domaines. Les relations culturelles ont été précisées, la recherche scientifique également, des partenariats doivent être organisés entre instituts bulgares de recherche et organismes français correspondant, des sociétés mixtes aussi doivent voir le jour. Bref, nous avons le sentiment de rapporter de ce voyage des résultats utiles que nous avons l'intention de faire fructifier.

- Ce très bref compte rendu doit précéder vos questions et non pas les diriger. A vous de nous interroger sur ce qu'il conviendra de choisir parmi les mille et une questions qui se posent. Voilà je vous écoute et je vous remercie.\

QUESTION (Télévision bulgare).- Je vous remercie de la possibilité de poser notre première question. J'adresse une question à vous deux, peut-être par une coïncidence, votre rencontre ici à coïncidé avec la fin de la rencontre de Vienne mais aussi bien ici qu'à Vienne, il a été question des ressources, des possibilités qui n'ont pas encore été mises à profit pleinement et cela nous pouvons le considérer d'un point de vue bilatéral mais aussi du point de vue des rapports des pays de l'Est et de l'Ouest dans cette Europe.

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, c'était l'un des objets de ce voyage que de resserrer les liens avec ce pays que nous connaissons, bien ou mal, mais que nous connaissons depuis 1300 ans, que nous fréquentons, même si au cours de ces dernières décennies, le rythme s'était de façon dommageable ralenti. Donc sur tous les plans de politique générale étrangère, des rapports de l'Est et de l'Ouest, du moins en ce qui nous concerne nous Européens, comme sur le plan des rapports bilatéraux, économiques, commerciaux, culturels, nous avons traité d'affaires pratiques dont certaines ont abouti et d'autres sont en voie de l'être.\

Voulez-vous que je vous parle des positions par rapport à la situation internationale, au désarmement ? Il y a quelque temps, c'était la Conférence internationale sur le désarmement chimique à Paris, M. le ministre des affaires étrangères bulgare est arrivé à Sofia directement de Vienne et le ministre des affaires étrangères français, M. Dumas est parti au début de l'après-midi pour rejoindre Vienne. Cela veut dire qu'à partir de l'élan donné par les deux plus importantes puissances avec MM. Reagan et Gorbatchev autour du désarmement nucléaire, des armes intermédiaires comme on dit, tout un ensemble des problèmes de désarmement se trouve engagé.

- J'ai moi-même beaucoup insisté pour considérer qu'en Europe le problème numéro un était celui de l'équilibre conventionnel à un niveau plus bas et je constate avec plaisir que la conférence de Vienne a été finalement très positive. On s'est séparé pour se donner rendez-vous le 6 mars afin d'engager une véritable négociation concrète sur les problèmes de désarmement conventionnel.

- Vous connaissez les résultats de la Conférence de Paris sur le désarmement chimique qui donnera lieu, je pense, à une sorte de nouvel élan de la Conférence de Genève où la négociation concrète a lieu et pas simplement les définitions de principe. Nous continuerons d'insister pour que le désarmement nucléaire se produise. Pour l'instant l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique s'attachent à réduire leur armement stratégique £ ils ont parlé de 50 % £ on verra bien où ils s'arrêteront.

- Mais tout doit être fait pour que nous puissions - nous les autres puissances - encourager ce mouvement. J'ai moi-même dit à la tribune des Nations unies, il y a quelques temps déjà, c'était en 1983, mais je l'ai redit, que la France prendrait part au désarmement nucléaire dès lors que le désarmement des deux plus grandes puissances aurait atteint un niveau qui reste encore assez loin. De ce point de vue la Bulgarie et la France - en tout cas c'est mon sentiment - partagent le même objectif. Nous ne sommes pas dans la même situation, nous ne sommes même pas dans la même alliance, nous ne détenons pas les mêmes armes mais nous sommes deux pays qui ont su montrer leur capacité de résistance et de patriotisme. Et cependant nous voulons que la paix s'instaure entre les deux grands blocs, les deux grands groupes qui se partagent aujourd'hui l'Europe. De ce point de vue, nous avons exactement les mêmes sentiments. Voilà ce que je puis vous dire. Nous sommes sur la bonne voie. Encourageons les Américains, encourageons M. Gorbatchev et chaque fois que nous pouvons prendre des dispositions favorables au désarmement, faisons-le. Je crois que la Bulgarie et la France partagent ce sentiment.\

QUESTION (Bernard Leconte, L'Express).- Je voudrais rester une minute sur la CCE qui s'achève pour vous poser une toute petite question d'actualité. Hier, le débat à Vienne a porté sur la minorité turque de Bulgarie, est-ce que vous avez profité de votre rencontre pour aborder ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Non. Il existe beaucoup d'autres problèmes de minorités, ce n'est pas ici que j'ai eu à traiter ce problème.\

QUESTION.- Monsieur le Président, au début de votre deuxième mandat, ce début a été marqué si j'ose dire, avec l'ouverture vers l'Est. Quelles sont les raisons intérieures et extérieures qui ont déterminé cet intérêt en France envers nos pays socialistes ?

- LE PRESIDENT.- Aucune raison intérieure. Des raisons extérieures : l'indiscutable évolution qui se produit dans ces pays de cette Europe là où nous sommes £ l'événement très important que signifie la politique de M. Gorbatchev, l'amorce de désarmement qui depuis deux ans se précise £ et le fait que la France était trop absente des pays de l'Europe dite inexactement de l'Est. Voilà c'est tout

... est tout.

- Au cours de mon premier septennat, j'étais allé en Union soviétique plusieurs fois, et en Hongrie. Ce n'était pas suffisant. Depuis le début de ce deuxième septennat, je suis allé en Union soviétique, en Tchécoslovaquie, maintenant en Bulgarie, je vais continuer, j'irai bientôt en Pologne, etc... Je crois que plus on voit les frontières s'ouvrir pour échanger des idées, mieux cela vaut. J'estime que l'Europe, telle qu'elle est, celle de la géographie, au-delà de la séparation de l'après-guerre, cette Europe-là, ce doit être le grand objectif des Européens eux-mêmes. Voilà l'une des raisons pour lesquelles je me trouve aujourd'hui à Sofia, avec l'intérêt particulier que je porte à la Bulgarie pour des raisons multiples que nous avons évoquées tout à l'heure.\

QUESTION.- (sur la liberté de la presse)

- LE PRESIDENT.- Vous voulez dire les articles de la presse ? Qu'est-ce que voulez, la presse est libre, cela présente des inconvénients, mais moins que l'absence de liberté.\

QUESTION.- Nous savons que l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique entreprennent... concret pour le désarmement nucléaire et l'Union soviétique a déclaré... des mesures en vue du désarmement. Comment la France va participer à ce processus ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien elle y participera lorsque les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique auront fait un chemin assez long sur la route du désarmement. Pour l'instant, chacun de ces deux grands pays possède plus de 10000 charges nucléaires, environ 13000. La France 300. Bon alors, il faut que les 13000 se rapprochent des 300, on appréciera le moment venu ce qu'il est raisonnable de faire, en considérant que l'équilibre est l'une des données principales de l'avancée vers la paix.\

QUESTION.- (Richard Artz, RMC) Ma question s'adresse aux deux Présidents. On voit actuellement apparaître la notion de pluralisme politique en Hongrie et sous certaines conditions en Pologne alors qu'en pensez-vous et ensuite est-ce que vous pensez que dans les pays de l'Est, la possibilité par exemple que plusieurs partis se présentent aux élections faciliterait les rapprochements entre les deux Europes ?

- LE PRESIDENT.- Je suis naturellement un adepte du pluralisme. Et les accords d'Helsinki, qui ont été confirmés largement à Vienne, dans de remarquables conditions, inattendues il y a encore quelques mois, montrent bien que ces accords d'Helsinki, sous leurs trois aspects différents, dont l'aspect démocratique, doivent faire des progrès pour que entre les différents pays d'Europe tombent les préventions et barrières. Donc je ne peux que souhaiter que cela aille dans ce sens, je n'ai pas à juger au-delà et il appartient à chaque pays souverain de déterminer lui-même la route qu'il entend suivre.\

QUESTION.- Dans votre journal, vous dites que la puissance d'un... avenir dépendra moins des richesses financières mais dépendra plutôt de la matière grise, pouvez-vous approfondir cet aspect des choses à la lumière de la coopération bulgare-française ?

- LE PRESIDENT.- C'est un de vos sujets que je peux approfondir même nous pourrions occuper vous et moi, mais aussi ces personnes, la soirée.

- La première richesse d'un pays c'est sa matière grise. C'est sa première richesse parce que sans l'intelligence des hommes, à quoi serviraient les autres richesses, les matières premières ? Comment les aurait-on transformées ? Comment aurait-on poussé la science plus loin, et ses applications techniques ? Nous avons donc besoin, de plus en plus, d'abord de jeunes gens, et ensuite d'une partie de la population ayant acquis une véritable connaissance, un véritable savoir diversifié. Donc je répète que la matière grise est la principale de nos richesses et si notre sol et notre sous-sol ne comprennent pas toutes les richesses qui se révèlent souvent d'ailleurs décevantes, c'est dommage pour nous, mais il n'y a rien de perdu tant que nous pouvons utiliser les ressources du savoir, bien entendu si nous le possédons. Alors si on ne le possède pas assez, ce qui est le cas, il faut le chercher davantage. C'est pour cela que nous avons donné une priorité en France à l'éducation, à la recherche, à la formation et à la culture. Voilà, c'est un peu résumé, mais je pense que c'est cela la bonne priorité.\

QUESTION.- Monsieur le Président Mitterrand, vous avez évoqué à plusieurs reprises la fin de la division de l'Europe, est-ce que c'est pour vous un espoir, une perspective - si c'est une perspective, peut-on essayer de lui fixer une échéance ? - vous avez aussi émis dans votre toast

d'hier le vœu que chacun en Europe puisse circuler tout-à-fait librement comme cela était le cas dans le passé, alors je voudrais en profiter pour demander à M. Jivkov s'il envisage de laisser les citoyens bulgares entrer et sortir totalement librement de leur pays pour aller voyager quand ils le veulent n'importe où.

- LE PRESIDENT MITTERRAND.- Ma réponse est simple : c'est une perspective et cette perspective est déjà engagée. Il y a toujours des accidents de l'histoire. Il est donc difficile de fixer un terme, puisque ce terme dépend d'une infinité de conditions et de volontés et qu'on part de loin, puisqu'à l'heure actuelle tel n'est pas le cas. Mais c'est une perspective et une volonté politiques. Qui aurait pensé, il y a trois ou quatre ans, aux étonnants progrès de ces deux dernières années, qui vont s'accroissant ? Si donc je me hasardais à faire un pronostic, qui n'est pas un pronostic de hasard, qui doit correspondre à la volonté des principaux dirigeants du monde, je pense que nous ne devrions pas voir la fin du siècle sans qu'une modification considérable se soit produite dans les rapports internationaux en Europe et, particulièrement, dans les facultés de passage et de circulation.

- Cela n'atteindra pas vite le degré que j'attends de l'Europe des Douze, qui a signifié que le 1er janvier 1993 toutes les frontières intérieures seraient abolies, mais ce mouvement est lancé et avec l'autre Europe. J'ai le sentiment que les portes du siècle prochain s'ouvriront sur un air de liberté qui passera par les fenêtres. Combien est-ce qu'il restera de portes ou de fenêtres, je n'en sais rien. Mais c'est cela la direction prise par l'Europe aujourd'hui. Alors, je le répète, des accidents non seulement sont toujours possibles, il y a toujours des accidents. Quand se produiront-ils, comment se produiront-ils, quelle en sera la durée ? Qui pourrait le dire ? Mais je suis confiant dans les mouvements de l'histoire d'aujourd'hui. Voilà pourquoi je dis, c'est une perspective politique, qui dépend désormais de la volonté de quelques hommes, des peuples y sont prêts, j'en suis sûr.\

LE PRESIDENT JIVKOV.- Je voudrais dire d'autant que cette question me concerne également, permettez-moi de donner une brève explication. Nous avons signé les documents de Vienne du côté bulgare, s'il s'agit de la Bulgarie, mais ce document, chaque pays qui l'a signé doit permettre à ses citoyens de voyager là où ils veulent. Donc, il n'y a pas de problème, nous avons signé le document de Vienne, donc il n'y a pas d'empêchement pour que nos citoyens aillent où ils veulent, séjourner le temps qu'ils veulent et rentrer. C'est une question.

- La deuxième question, donc il y a une question qui concerne après 1992 - 1993 - 1994, je ne sais pas, peut-être cela va tarder un peu, il y a le marché commun des douze pays qui ouvrent leurs frontières, le mouvement des capitaux, circulation des gens, etc... Ce que nous désirons et pendant nos conversations avec M. le Président, la question se posait : comment nous, le CAEM, notre organisation s'adapte à ce marché pour que nous puissions ensemble évoluer dans ce marché, pour qu'il n'y ait pas de limites de frontières ensemble ou bien à part, commencer un travail sur la circulation libre, aussi bien des citoyens que dans tous les autres aspects qui intéressent les deux côtés ? Donc si vous adressez cette question à la République populaire de Bulgarie, à notre direction du parti de l'EDECTA, nous sommes pour l'ouverture des frontières, il est très intéressant que nos citoyens rentrent et ne restent pas dans les pays occidentaux. Il n'y a que des cas isolés, donc nous n'avons aucune raison, bien au contraire, qu'ils voyagent, d'autant plus nombreuses, nous avons besoin de devises simplement : donnez-nous des dollars, eh bien donnez-nous des dollars et nous allons ouvrir les frontières tant que vous voulez ou bien donnez-nous des francs, excusez-moi, alors nous ouvrons les frontières.\

LE PRESIDENT.- Cette conférence ne pourra pas occuper la nuit, il ne faut pas se faire d'illusion. Alors on va laisser encore quelques questions mais pas nombreuses.

- QUESTION.- Monsieur le Président, au cours de l'année en cours, l'humanité et le peuple français vont célébrer cette solennité : le 200ème anniversaire de la Révolution française. Au cours de ces années ont été exécutées pas mal de démarches pour la réalisation des idéaux de cette révolution et je crois que vous conviendrez avec moi qu'il reste encore beaucoup à faire. Quelles sont, à votre avis les "Bastilles qui ne sont pas encore prises" pour utiliser votre terme, qui se dressent devant l'humanité sur sa voie vers l'édification d'un monde de paix, d'un monde

de justice ?

- LE PRESIDENT MITTERRAND.- Mais à toute époque il faut être capable de réviser le jugement que l'on porte sur la situation de la société dans laquelle on vit. Déjà à peine les grands principes étaient-ils énoncés, en 1789 et dans les années suivantes (le concept de fraternité a été un peu plus tardif à mettre sur les bâtiments publics) à peine cela a été fait que notre société débouchait sur l'ère industrielle et, dès le début du XIXème siècle, des formes de lutte nouvelle se sont présentées parce que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité ne s'étaient pas transformés dans la réalité des choses, sur le plan économique et social. C'est pourquoi le thème de la République politique, des Droits de l'Homme, démocratiques et bien entendu, économiques et sociaux, ce thème s'est ajouté à ceux de 1789 et le XIXème siècle et une partie du XXème ont été occupés par des luttes sociales qui toutes allaient dans le sens de l'affirmation de ces grands principes à des domaines nouveaux. C'est-à-dire à la définition des droits et des libertés collectifs. De mon point de vue, c'était une très saine application progressive des grands principes de 1789 et des luttes nécessaires pour réaliser cet idéal. Eh bien, à notre époque, vous avez raison de le dire, je l'ai dit moi-même, nous sommes d'accord, d'autres bastilles restent à prendre.\

` Suite réponse sur "les bastilles qui ne sont pas encore prises" Si l'on pense à la situation des femmes, ce n'est pas vrai que les femmes disposent - du moins dans mon pays - de l'égalité de salaire ou de traitement à capacité égale. Ce n'est pas vrai. Il reste encore beaucoup d'inégalités en défaveur des femmes. Est-ce que l'on a vraiment partout, comme il le fallait, assuré les droits de l'enfant ? Est-ce qu'il y a égalité de l'accès au savoir ? Non, là encore beaucoup d'inégalités qu'il faut réparer, compenser.

- Il y a des nouvelles offenses ou oppressions qui se préparent au travers, par exemple, de ce qu'on appelle l'environnement. Est-il possible à une usine de polluer le cours d'un fleuve sans avoir à craindre des sanctions telles qu'elle n'oserait plus recommencer ? Est-ce que les pays eux-mêmes, en tant que collectivité nationale, ont montré assez de courage pour s'organiser contre les formes de pollution : forêt, air, eau ? Ce sont des libertés, des garanties à conquérir.

- En face du développement de certaines techniques comme l'informatique ou la génétique, il y a à protéger l'homme contre un certain nombre de pratiques sans doute fort utiles - il ne faut jamais refuser le progrès technique - mais il faut savoir l'utiliser de telle sorte qu'il ne se retourne pas contre son objet principal qui doit être le bien-être de l'homme et sa sécurité. J'énumère cela rapidement pour répondre à votre question. Je crois que tant qu'il y aura des hommes et une société il y aura toujours menace d'oppression d'une façon ou d'une autre entre les groupes sociaux, entre les individus, des formes d'oppression sur la conscience, sur la pratique des philosophies, des religions : il y aura toujours des menaces, parce que le fanatisme et l'intolérance habitent l'homme. Une société civilisée doit veiller précisément à ce que les grands principes soient toujours applicables au domaine nouveau qui se propose. J'en ai cité quelques-uns pour le temps que nous vivons.

- LE PRESIDENT JIVKOV.- Est-ce qu'on n'a pas la possibilité d'interrompre la conférence de presse car le programme de M. le Président était trop chargé aujourd'hui et de le remercier d'être venu en Bulgarie et de lui souhaiter un bon retour en France et beaucoup de succès dans sa noble lutte en sa qualité de Président de la République française et un des militants de l'Europe et du monde ? Je vous remercie.

- LE PRESIDENT MITTERRAND.- Voyez, c'est une pratique de solidarité, le Président Jivkov est venu à mon secours.\